

DE GAULLE et l'EUROPE par E. Germain

Au cours des dernières années, d'importantes modifications sont intervenues dans les rapports de force entre les puissances impérialistes. Sur le plan économique et financier, le poids relatif des Etats-Unis a diminué ; celui de l'Europe occidentale et du Japon s'est accru ; celui de la Grande-Bretagne n'a cessé de dégringoler. Qu'on prenne l'évolution de la production industrielle, l'évolution des exportations ou l'évolution des réserves de change, cette tendance générale se confirme sur tous ces plans.

Cependant, dans le domaine militaire et politique, cette même tendance ne s'est point exprimée. L'impérialisme américain conserve le quasi-monopole des armes nucléaires dont dispose le camp impérialiste. L'OTAN et l'OTASE sont strictement dirigés par Washington. A l'occasion de toutes les grandes crises internationales des dernières années — Berlin, Laos, Congo, Cuba, pour ne citer que ces exemples — Washington a imposé son point de vue, qui fut souvent assez différent de celui de ses partenaires et alliés. Lors de la crise récente dans la mer des Caraïbes, les alliés de l'impérialisme américain ont dû constater que Washington prenait des décisions pouvant impliquer le déclenchement de la guerre mondiale, sans même les consulter.

La « rébellion » de de Gaulle contre ce leadership américain constitue une tentative d'aligner les rapports de force politiques et militaires au sein de l'alliance impérialiste sur les rapports de forces économiques entre l'Amérique et l'Europe capitaliste.

Mais l'Europe capitaliste n'est pas un « bloc » intégré qui fait front devant l'impérialisme yankee. Elle est elle-même divisée entre puissances impérialistes ayant chacune ses intérêts propres. Ces intérêts divergent tant sur le plan économique que sur le plan politico-militaire.

LES CONTRADICTIONS INTER-IMPERIALISTES

L'impérialisme britannique cherche avant tout à conserver ses positions dans le Commonwealth, tout en élargissant ses débouchés sur le continent européen, — sans quoi il est condamné à une décrépitude croissante. Il se heurte donc à ceux qui cherchent à maintenir des barrières douanières élevées entre le Marché Commun et les « pays-tiers », dans un but de protéger avant tout l'agriculture européenne et d'autres secteurs incapables de soutenir la concurrence avec l'étranger. Or, c'est précisément l'impérialisme français qui constitue l'élément le plus protectionniste au sein du Marché Commun.

L'impérialisme ouest-allemand est avant tout préoccupé par des problèmes de « sécurité », à commencer par celui de Berlin. Pour lui, la présence des troupes américaines en Europe et à l'Ouest-Berlin est une question vitale, — alors qu'elle laisse assez indifférent le régime gaulliste. Il voudrait acquérir des armes nucléaires propres, alors que Washington s'y oppose par prudence. Sur le plan économique, le Marché Commun

constitue pour lui un débouché nécessaire mais insuffisant, et il est donc assez favorable à tout effort d'élargissement.

Malgré un effort de modernisation et de réadaptation largement réussi, l'impérialisme français reste plus faible que l'impérialisme britannique et allemand, sur le plan de la capacité de concurrence industrielle. De là sa tendance plus protectionniste, et son refus d'admettre pour le moment un élargissement du Marché Commun vers la Grande-Bretagne et d'autres pays capitalistes d'Europe. Les pays de la « communauté franco-africaine » restent pour lui des positions économiques, commerciales et stratégiques importantes, — et l'expérience lui a appris qu'il ne peut guère compter sur une solidarité pleine et entière de l'impérialisme américain dans la défense de ces positions. De là le désir de toute une fraction de cet impérialisme, dirigée par de Gaulle, de construire une « force de frappe autonome », servant d'élément de chantage et de pression auprès de ses « alliés » et concurrents.

Les impérialismes mineurs (italien, belge, néerlandais) se méfient d'une co-direction franco-allemande sur le Marché Commun, qui passerait outre leurs intérêts particuliers. Ils verraient donc d'un bon œil l'entrée de la Grande-Bretagne dans ce Marché Commun, d'autant plus que leurs intérêts économiques sont en général assez parallèles, plutôt que contradictoires, avec ceux de l'impérialisme britannique. Sur le plan militaire, leurs ambitions se limitent à celle d'assurer la « couverture » de l'Europe capitaliste par Washington, comme ils n'ont ni les moyens ni la volonté d'un effort considérable de réarmement.

La conclusion qui se dégage de ce tableau est assez claire : la politique gaulliste de création d'une force politique et militaire « intégrée » en Europe, indépendante de Washington, est vouée à l'échec parce qu'elle se heurte aux contradictions inter-impérialistes en Europe même (et accessoirement, parce qu'elle surestime le poids spécifique militaire, politique et économique de l'impérialisme français, qui ne justifie en aucun cas un leadership français de l'Europe capitaliste).

Elle part de l'hypothèse erronée selon laquelle le degré économique du Marché Commun aurait déjà fait naître une force économique unifiée, alors que pour le moment — et sans doute pendant une phase encore assez longue les intérêts capitalistes « nationaux » prédominent encore dans l'économie de chacun des pays membres du Marché Commun.

UN DOUBLE CHANTAGE

Est-ce à dire que les efforts de de Gaulle resteront vains et que sa politique est foncièrement absurde ? Nullement. Il dispose de deux armes de chantage puissantes : le chantage à la désintégration du Marché Commun ; le chantage à sa propre démission en France.

Ce double chantage est efficace, car pour la bourgeoisie internationale, de Gaulle est aujourd'hui irremplaçable en France, où sa disparition provoquerait une

crise sociale et politique d'une exceptionnelle gravité. Il est efficace, car pour les autres pays membres du Marché Commun, celui-ci est d'autant plus important en tant que débouché que les marchés des pays coloniaux et semi-coloniaux risquent de se rétrécir sans cesse.

Quels seront dès lors les résultats probables du chantage gaulliste ? L'impérialisme américain et les puissances impérialistes européennes seront obligées de lui faire des concessions dans des domaines vitaux pour l'impérialisme français :

— les débouchés protégés de l'agriculture (et de quelques industries) françaises dans le Marché Commun seront momentanément conservés ;

— l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun sera retardée ;

— l'impérialisme américain (et peut-être l'impérialisme britannique) aideront indirectement l'impérialisme français à construire « sa » force de frappe nucléaire ;

— des modifications seront apportées au commandement de l'OTAN accroissant quelque peu le poids de l'Allemagne occidentale et de la France.

Au fond, ce que l'impérialisme français demande sur le plan économique, c'est un décal plus grand avant l'élargissement du Marché Commun, en vue d'accroître entre temps la capacité compétitive de certaines industries (et de l'agriculture) françaises. Il est difficile de réussir en ce domaine avec les seules forces propres de l'impérialisme français. Il aura besoin de contributions importantes de la part des autres puissances impérialistes du Marché Commun. Un degré plus poussé d'intégration économique dans le cadre du Marché Commun, une nouvelle phase accentuée de concentration capitaliste, pourraient donner naissance à des unités de production géantes, dont les capitaux proviendraient de trois ou quatre pays à la fois et qui seraient dès lors capables d'affronter victorieusement la concurrence britannique et même américaine.

A partir d'un tel moment, l'impérialisme français abandonnerait ses objections, non seulement à une entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, mais même à la « dissolution » de ce Marché dans une « zone atlantique de libre-échange ».

L'EPREUVE DE LA PROCHAINE RECESSION

Mais en régime capitaliste la concentration capitaliste ne résulte pas de « prise de conscience » ou d'analyses économiques ; elle est au contraire le produit d'une lutte de concurrence suraiguë, dans laquelle il y a beaucoup de victimes et peu de vainqueurs.

Jusqu'ici, cette concurrence n'a joué qu'un rôle mineur dans la réalisation du Marché Commun, parce que l'économie capitaliste en Europe a été caractérisée par dix ans d'expansion presque ininterrompue. Dans les conditions d'une telle expansion, les réflexes protectionnistes n'avaient pas de raison de remonter à la surface.

Mais les forces d'expansion à long terme commencent de plus en plus à s'épuiser. Déjà depuis deux ans, il y a stagnation en sidérurgie, et beaucoup d'experts s'attendent à une stagnation du même genre dans l'industrie automobile et dans d'autres secteurs de biens de consommation durables (réfrigérateurs, radio et TV, machines à laver etc.) à partir de 1965-6.

Plus se ralentit l'expansion et menace ou même éclate une récession, et plus les tendances à l'intégration économique seront accompagnées de brusques flambées protectionnistes (cf. réaction française devant l'offensive des réfrigérateurs italiens sur le marché intérieur français ; réaction allemande devant l'essor des importations sidérurgiques alors que l'industrie sidérurgique allemande est en crise, etc.). Ce n'est qu'au bout de longues convulsions et de plusieurs cycles successifs que les « capitaux nationaux » pourraient effectivement et sur grande échelle céder la place aux « capitaux intégrés, européens ». Et avant qu'on en soit là, le mouvement ouvrier européen, et même la révolution européenne, auront à nouveau à dire leur mot.

L'épreuve réelle du Marché Commun est donc encore devant nous. Ce n'est pas le chantage gaulliste, ni le refus des partenaires de la France à céder devant ce chantage, qui pourront la provoquer. Elle résultera des contradictions fondamentales de l'économie capitaliste qui rendent inévitables des récessions économiques.

Pour les 12 pages de l'Internationale

Vous l'avez remarqué, l'Internationale ce mois-ci n'a que huit pages. Et pourtant les articles ne manquaient pas. Sur l'Algérie, c'est deux pages supplémentaires que nous aurions voulu publier. Nous avons laissé encore de côté un article sur la politique du P.C. indien, une défense de l'Etat socialiste yougoslave, un compte rendu sur la manifestation de chômeurs à Londres, bref deux autres pages.

Bien sûr, le journal voit ses ventes progresser, mais lentement, car dans ce domaine comme dans tout autre, il faut pouvoir investir pour en tirer profit. Nos moyens restent trop limités, car notre journal, comme tout journal ouvrier, est déficitaire. Et notre section doit assumer des frais de participation à notre VII^e Congrès mondial pour les délégués des sections des pays pauvres.

Et puis il y a encore une autre cause de dépenses dont je vous parlerai plus tard.

Comment pouvez-vous nous aider ?

— En vous abonnant et en faisant abonner vos amis.

— En nous communiquant une liste de quelques-uns de vos camarades à qui nous enverrons des services de propagande de trois mois.

— En versant une souscription si possible mensuelle « pour les douze pages de l'Internationale ».
Et j'ajouterai, invité par le comité de rédaction à le faire :

— Envoyez-nous des échos de votre entreprise ou bureau. Nous allons maintenant ouvrir une rubrique de nouvelles syndicales.

— Ecrivez-nous, surtout si vous n'êtes pas d'accord, sur nos opinions, nos appréciations.

Pour terminer, l'autre raison de nos dépenses : nous avons un nouveau local nettement plus spacieux que le 64 rue de Richelieu, nous y recevons nos lecteurs et amis, à partir du 1^{er} mai, tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, c'est au 21, RUE D'ABOUKIR, PARIS-2^e.

L'ADMINISTRATEUR.

La jeunesse belge contre la bombe

Bruxelles, le 5 avril 1963.

En 1960, diverses organisations de jeunesse, principalement les Jeunes Gardes Socialistes et les Jeunesses Socialistes flamandes, les Jeunesses Communistes et les Jeunesses Syndicales, avaient de commun accord pris l'initiative d'organiser une manifestation anti-atomique. Celle-ci rassembla quatre mille jeunes qui marchèrent de Mol (petite ville flamande où se trouve le premier réacteur atomique belge) à Anvers.

Cette année, ces mêmes organisations de jeunesse ont agi sous le patronage de la « Fédération belge des Initiatives pour une Détente internationale », organisme pacifiste auquel participent des parlementaires de tous les partis politiques, ce qui a permis d'élargir l'audience de l'entreprise. Cependant, la « Fédération » ne dispose ni d'une presse ni de moyens financiers, et les partis politiques dont des représentants font partie de cet organisme n'ont aidé d'aucune manière le comité des jeunes. Celui-ci a dû faire tout le gros du travail lui-même, et n'a reçu d'appui que de la presse socialiste de gauche et de la presse communiste, qui ne touchent pas grand monde.

Malgré ce manque d'appui, la manifestation a été un succès qui a étonné les organisateurs eux-mêmes. Le comité des jeunes avait reçu cette fois-ci l'appui de

l'organisation des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes et de tous les groupements étudiants, à l'exception des Etudiants Libéraux. Il avait constitué une quinzaine de comités régionaux, qui ont fourni le gros du travail et qui ont réussi dans plusieurs villes de province à constituer des comités inter-écoles pour mobiliser les lycéens. Des manifestations de préparation ont eu lieu à Bruxelles, Anvers, Liège, Gand, Charleroi et ailleurs ; le matin du 24 mars, des marches régionales ont eu lieu dans la plupart des grands centres de province.

De toutes les provinces, des caravanes sont parvenues vers 14 heures à Bruxelles, y amenant près de 10 000 manifestants de province, en grande majorité des jeunes, auxquels se sont joints plusieurs milliers de manifestants bruxellois. Le cortège a traversé toute l'agglomération bruxelloise pour se terminer par un grand meeting, où prirent la parole un sénateur socialiste et un sénateur social-chrétien, ainsi que les représentants de quatre organisations de jeunesse : Jeunes Gardes Socialistes, Jeunesses Communistes, Etudiants Catholiques Flamands et Etudiants Humanistes.

L'orientation politique précise à donner à la manifestation a fait longtemps l'objet de controverses entre ceux qui étaient partisans d'objectifs généraux (« Arrêt des expériences nucléaires » ; « Pour le désarmement général » etc.) et ceux qui voulaient mettre direc-

tement en cause le gouvernement et l'armée belges, en formulant comme mots-d'ordre : « Pas d'armes nucléaires en Belgique », « Pas d'armes nucléaires pour l'armée belge ». Ces deux mots d'ordre s'opposent en effet directement à la décision prise par le gouvernement de stocker dès cette année en Belgique des ogives nucléaires pour une escadrille de la force aérienne belge, ainsi qu'à sa décision d'intégrer des forces belges dans une éventuelle « force multilatérale » ou « multinationale » de l'OTAN. Finalement, on décida de combiner tous ces slogans, mais ce furent les deux mots d'ordre les plus radicaux qui furent portés en tête du cortège et qui donnèrent le ton à toute la manifestation.

Le grand succès de la Marche anti-atomique 1963 a incité les organisateurs à rendre permanent leur comité, et à chercher à structurer leur mouvement en établissant des comités dans toutes les localités et toutes les écoles. C'est le réveil politique des jeunes, et notamment des jeunes lycéens, qui apparaît comme le trait marquant de la manifestation. Celle-ci a démontré que contrairement à une légende largement répandue, il est parfaitement possible de mobiliser la jeunesse ouvrière et étudiante sur des objectifs politiques, dans les pays impérialistes dits « prospères », à condition de choisir des objectifs politiques qui, à la fois clairs, efficaces et aptes à enthousiasmer la jeunesse.